

**ANNEXE B**

## Engagement sur l'honneur

Conformément aux textes légaux mentionnés, le soumissionnaire prend (pour lui-même et / ou pour son sous-traitant) en signant ce document, les engagements suivants :

- a) il confirme avoir pris connaissance de tous les documents et reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre. Il confirme par ailleurs s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché et qu'en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble des prestations strictement justifiées pour l'exécution et le bon déroulement de celui-ci pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres;
- b) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que le pouvoir adjudicateur ou son représentant n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis;
- c) en déposant son offre, le soumissionnaire déclare accepter sans réserve la procédure, confirme qu'il respecte toutes les conditions du cahier des charges et qu'il s'engage à les respecter pendant la durée de la procédure de mise en concurrence jusqu'à la décision d'adjudication ainsi que pour la durée de l'exécution du marché depuis la signature du contrat. Si le soumissionnaire ne peut pas ou ne pourra pas respecter l'une ou l'autre des conditions, il devra se justifier par courrier dans le même délai fixé pour le dépôt du dossier ou de l'offre;
- d) il confirme qu'il a rempli correctement tous les formulaires et atteste que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la vérité;
- e) il autorise le pouvoir adjudicateur ou son représentant à vérifier sans délai et sur simple demande, les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant);
- f) il confirme que, conformément aux critères énoncés dans le cahier des charges, il possède les ressources humaines et financières suffisantes, ainsi que les compétences techniques et l'expérience nécessaires à l'exécution du marché;
- g) il certifie qu'il est à jour avec le paiement de ses contributions sociales et de ses impôts et qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire; il garantit également que tel n'est pas le cas pour le sous-traitant éventuel;
- h) il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur ou à son représentant, à tout moment et dans un délai de 10 jours, l'une ou l'autre, voire la totalité des attestations mentionnées ci-dessous, notamment auprès du soumissionnaire pressenti pour être l'adjudicataire du marché; tous les documents ne doivent pas dépasser **30 jours** de validité;

Conditions	Documents ou attestations qui peuvent être requis
<b>Profil du soumissionnaire correspondant à la nature du marché mis en concurrence</b>	Copie de l'extrait du registre du commerce ou copie du diplôme professionnel, ceci y compris pour le sous-traitant éventuel, sur simple réquisition
<b>Intégrité sociale et fiscale du soumissionnaire</b>	Attestations du paiement des cotisations sociales (AVS, AI, APG, AC, AF, LPP ou équivalents), preuves cotisations assurance RC + assurance-accident, attestation fiscale d'entreprise et fiscale à la source pour le personnel étranger, preuve d'assujettissement TVA, ceci y compris pour le sous-traitant éventuel, sur simple réquisition. L'attestation de l'organe de révision sur le chiffre d'affaires des 3 dernières années ainsi que tout document permettant d'attester la solvabilité financière du soumissionnaire. Les organes qui engagent la responsabilité du (des) bureau(x) doivent pouvoir prouver qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour faute professionnelle grave dans les deux ans précédant la date du dépôt de l'offre. Les indépendants fournissent uniquement les attestations AVS et fiscale, ainsi que la preuve du paiement de la cotisation assurance accident et de l'assujettissement à la TVA qui, en outre, prouvent leur statut d'indépendant.

- i) il s'engage à respecter les dispositions contractuelles relatives à l'égalité ou à la promotion de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, notamment en matière de conditions salariales pour des compétences et fonctions équivalentes, ceci y compris pour le sous-traitant éventuel, le cas échéant;
- j) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores;
- k) il met en place les personnes-clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que le pouvoir adjudicateur ou son représentant est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié;
- l) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif;
- m) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage;
- n) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat;
- o) il accepte que le pouvoir adjudicateur ou son représentant puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure sans dédommagements si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques;
- p) il accepte que le pouvoir adjudicateur ou son représentant puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence;
- q) il respectera la confidentialité des dossiers et il s'engage à ne pas contacter les membres du maître de l'ouvrage au sujet de la procédure. Il s'engage à ne divulguer aucune information au sujet de ses offres technique et financière directement ou indirectement à quiconque pendant toute la durée de la procédure;
- r) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise

en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres;

- s) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires;
- t) il accepte que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions ci-dessus peut entraîner son exclusion immédiate de la procédure ou la résiliation du contrat en cours d'exécution du marché;

**A compléter par le soumissionnaire :**

**Nom ou raison sociale du soumissionnaire :**

**Date :** .....

**Signature(s) \* :** .....

***\* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager le bureau, voire l'association de bureaux, le cas échéant.***